

[Texte]

J'aurais peut-être une question: qui est le ministère en charge de l'organisation des fêtes 1534-1984?

Le président suppléant (Mme Beauchamp-Niquet): Monsieur Huot.

M. Huot: L'Office du tourisme du ministère de l'Industrie et du Commerce coordonne actuellement la préparation de l'ensemble de la participation fédérale au ministère, et ils sont en train d'élaborer un document qui sera soumis bientôt au ministre concerné.

M. Gimaïel: Merci.

Le président suppléant (Mme Beauchamp-Niquet): Est-ce que cela répond à votre question, monsieur Gimaïel? Vous auriez encore cinq minutes si vous en aviez d'autres.

M. Gimaïel: Madame le président, j'aurais aimé les utiliser pour dire ce que je voulais parce que cela devient très important pour des discussions futures. Si je n'ai pas votre autorisation, je vais avoir des difficultés.

Le président suppléant (Mme Beauchamp-Niquet): C'est que votre introduction était un petit peu longue, monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Elle était peut-être longue, mais elle est beaucoup plus importante que vous ne pouvez l'imaginer, parce que c'est justement le problème qu'on va avoir à vivre sous peu avec la transformation des ententes existantes.

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale et du ministre de l'Industrie et du Commerce): A la Chambre.

M. Gimaïel: Et pour ma part, avoir le choix demain matin entre les interventions provinciales dans nos régions et voir le MEER travailler de façon unilatérale avec des ministères fédéraux, j'opterais tout de suite pour le MEER parce que je n'hésite pas à dire ici que les provinces ne font absolument rien dans nos régions si le MEER n'est pas là pour payer une partie de la facture. Et sur cela, je peux amener des preuves à l'appui. Exemple: l'entente sur les équipements publics où il y avait 34 millions de dollars qui touchaient 13 projets qui étaient situés à 90 p. 100 dans des régions du nord du Québec, et le seul projet qui en ressortait, c'était un projet qui était d'une région ressource du Sud du Québec. Pour le reste, c'était vraiment des projets qui répondaient à des besoins spécifiques. Et ce qui est intéressant, c'est que le MEER contribuait à ces projets dans nos régions, mais la province agit de façon unilatérale dans ces projets dans les régions comme Montréal et Québec. C'est le point qui est majeur pour nous.

Le président suppléant (Mme Beauchamp-Niquet): Alors, vous avez dit ce que vous vouliez dire, monsieur Gimaïel.

M. Gimaïel: Oui, puis j'espère qu'on va y aller de plus en plus fort pour dire, comme M. Cyr: si j'ai un point sur lequel je veux insister puis une recommandation à faire au ministère, c'est que dans le développement du fonds régional qui s'en vient et aussi dans vos ententes à l'avenir, je reviens un peu à ce que vous disiez tout à l'heure, commençons par influencer nos ministères dans nos juridictions, par faire notre travail dans nos régions, nos aéroports, nos quais, nos ports, tout ce

[Traduction]

I perhaps have a question: where the department is responsible for organizing the 1534-1984 celebrations?

The Acting Chairman (Mrs. Beauchamp-Niquet): Mr. Huot.

Mr. Huot: The office of tourism in the Department of Industry, Trade and Commerce is currently coordinating the preparations of all of the federal participation and they are in the process of drawing up a document which will shortly be submitted to the minister concerned.

Mr. Gimaïel: Thank you.

The Acting Chairman (Mrs. Beauchamp-Niquet): Does this answer your question, Mr. Gimaïel? You still have five minutes if you have others.

Mr. Gimaïel: I would like to have used them to say what I wanted to say because it is very important for future discussions. If I do not have your permission, I am going to have difficulty.

The Acting Chairman (Mrs. Beauchamp-Niquet): It is just that your introduction was a little long, Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Perhaps it was a little long, but it was more important than you can imagine, because it is exactly the problem that we are going to have to deal with during the changes in the existing agreements.

Mr. André Maltais (Parliamentary Secretary to the Minister of Industry, Trade and Commerce): In the House.

Mr. Gimaïel: And for my part, if I had the choice tomorrow morning between provincial intervention in our region and DREE working in a unilateral way with federal departments, I would immediately chose DREE because I do not hesitate to say here that the provinces will do absolutely nothing in our regions unless DREE is there to pay a portion of the bill. And I can bring evidence to support what I am saying. For example, in the agreement on public infrastructures where there were \$34 million allocated to 13 projects located 90 per cent in regions in northern Quebec and the only project which came out of it was a project which was in a resource region in southern Quebec. These were projects which really answered a specific need. What is interesting, is that DREE contributed to these projects in our region, but the province acts in a unilateral way in projects in regions like Montreal and Quebec. This is a major point for us.

The Acting Chairman (Mrs. Beauchamp-Niquet): Well you have said what you wanted to say, Mr. Gimaïel.

Mr. Gimaïel: Yes, I hope that we are going to become stronger and say, like Mr. Cyr: if I have one point on which I would like to insist and a recommendation to make to the department, it is that in the development of regional funds which enter into your future agreements, and I go back to what you were saying a moment ago, let us begin by influencing the departments in our jurisdictions, by doing our work in our regions, our airports, our harbours, our ports, wherever